

DE L'ETUDE DE L'EXODE RURAL A LA DEFINITION D'UNE POLITIQUE MIGRATOIRE : CAS DU CAMEROUN

Patrick GUBRY
Démographe, ORSTOM

D'après les projections des Nations-Unies, les villes africaines devraient "absorber" 125 millions de nouveaux habitants d'ici à l'an 2000 (dans 9 ans) et 678 millions d'habitants supplémentaires d'ici 2025 (plus que la population totale actuelle du continent...). Même si ces estimations sont appelées à être démenties par la suite, elles ont le mérite de bien poser le problème. L'accélération de la croissance urbaine en Afrique incite à mettre de plus en plus l'accent sur les problèmes soulevés par ce phénomène, tant au niveau des pouvoirs publics que des instances de recherche en sciences sociales. La croissance urbaine est due à la fois à l'accroissement naturel de la population et à l'immigration en ville, dont les parts respectives varient entre 40 et 60 % selon les pays.

Au Cameroun, l'accroissement migratoire des villes représente environ 40 % de l'accroissement total pour l'ensemble des villes et 55-60 % pour les deux métropoles de Yaoundé et de Douala. La recherche démographique au Cameroun s'est donc très tôt (entendons par là dès la constitution de structures nationales de recherche) intéressée au phénomène. Dans ce cadre, il a paru prioritaire d'aborder la migration au niveau des milieux de départ des migrants à destination de la ville, c'est-à-dire à la source même de la migration.

Deux projets de recherche ont ainsi été réalisés (pour l'un) et définis (pour l'autre) depuis le début des années quatre-vingt : l'Enquête sur la Pression Démographique et l'exode rural dans le nord et l'ouest du Cameroun (EPD) en 1982-83 et l'Enquête sur les Migrations de Retour (EMR) en 1992.

1. L'ENQUETE SUR LA PRESSION DEMOGRAPHIQUE¹ ET L'EXODE RURAL

Les origines du projet

Plusieurs facteurs sont intervenus dans l'élaboration du projet de recherche sur la pression démographique et l'exode rural par le Département de Recherches Démographiques² :

"- les réalisations passées dans le domaine de la recherche démographique au Cameroun et à l'extérieur [d'où l'intérêt de disposer d'une base de données bibliographiques la plus exhaustive possible, ainsi qu'elle a été depuis lors constituée sur le Cameroun] ;

- le IV^{ème} plan quinquennal de développement économique et social (1976-1981) ;

- le rapport de la politique générale du Président National de l'UNC au 3^{ème} Congrès ordinaire du parti à Bafoussam (février 1980) ;

- les perspectives pour l'horizon 2 000 élaborées en vue du V^{ème} plan quinquennal ;

- la circulaire présidentielle n° 09/CAB/PR du 27/11/1980, portant sur l'élaboration du V^{ème} plan quinquennal de développement économique, social et culturel (1981-1986) ;

- les opérations déjà en cours de réalisation ou projetées de manière ferme dans le cadre de la DGRST ou à l'extérieur"³.

L'examen de ces divers facteurs a conduit à un ensemble de conclusions, dont la première est la suivante :

"Le V^{ème} plan est placé sous le signe de la maîtrise du développement. Cette maîtrise implique notamment que soit "contenu" le phénomène de l'exode rural.

¹ Certains commentaires sont issus des références concernant l'EPD, qui figurent en bibliographie. Les autres références figurent en notes infra-paginales

² Le Département de Recherches Démographiques est l'un des trois départements du Centre de Recherches Economiques et Démographiques (CRED). Le CRED dépend de l'Institut des Sciences Humaines (ISH), lui-même rattaché au Ministère de l'Enseignement Supérieur, de l'Informatique et de la Recherche Scientifique (MESIRES) du Cameroun, anciennement Délégation Générale à la Recherche Scientifique et Technique (DGRST).

³ Département de Recherches Démographiques, 1981, Programme de recherche. Yaoundé : CRED, 16 p. multigr.

Cet aspect des mouvements migratoires avec ses causes, ses modalités, son évolution et ses conséquences doit donc demeurer un thème de recherche prioritaire, compte-tenu de l'expérience acquise par l'ISH en la matière"¹.

A ces facteurs externes, il est légitime d'ajouter les intérêts scientifiques personnels, les problématiques individuelles et les compétences des chercheurs en place. C'est donc ce thème qui a été retenu en priorité².

Il faut préciser que dès 1977 la nécessité d'une étude spécifique sur le thème des migrations internes au Cameroun a été soulignée³. Un projet de recherche relativement ambitieux avait été élaboré dans le cadre de l'ex-Centre des Sciences Economiques et Sociales (CSES). Ce projet a été remanié à plusieurs reprises pour être soumis en vue de son financement au Fonds des Nations-Unies pour les Activités en matière de Population (FNUAP), "l'agence d'exécution" devant être l'Organisation Internationale du Travail⁴.

Les sévères restrictions budgétaires intervenues à partir de 1979 aux Nations-Unies n'ont pas permis la réalisation de ces projets, dont le montant s'élevait à 190,3 MF CFA sur trois ans⁵.

Ce projet devait essentiellement s'attacher à analyser l'ensemble des mouvements migratoires se produisant sur les deux axes principaux mis en lumière par les résultats du recensement général de 1976 : l'axe Ouest-Moungo-Douala et l'axe Extrême-Nord-Garoua-Sud. Les moyens finalement disponibles ont conduit à ne retenir que l'aspect le plus important de ces courants migratoires, celui de l'exode rural et à limiter la taille de l'échantillon de l'enquête.

¹ ISH, 1977, Programme Migrations-Cameroun. Avant-projet. Yaoundé : ONAREST, 17 p. multigr.

ISH, FNUAP, 1979, Accord du projet "Population, migration, main-d'oeuvre". Yaoundé, 43 p. multigr. (Projet n° CMR 78 P01 A33 11-CMR/79/P02).

² D'autres besoins ont été dégagés à cette occasion : morbidité-mortalité, aspects spécifiques de la fécondité, population et développement, méthodologie de la collecte, politique de population. Étant donné les effectifs réduits du Département de Recherches Démographiques, l'étude de la mortalité a été programmée ultérieurement et celle de la fécondité a été provisoirement laissée à la Statistique, dans l'attente des résultats de l'Enquête Nationale sur la Fécondité, dont elle avait été le maître d'oeuvre. Quant aux trois autres domaines, ils doivent être traités dans le cadre même de chaque opération de recherche.

³ Cf. Résolution sur l'étude des migrations du séminaire "Population, emploi, formation, développement", organisé conjointement par l'Organisation Internationale du Travail et le Gouvernement du Cameroun, à Yaoundé du 23 au 26 novembre 1977.

⁴ Voir références de la note 1.

⁵ Le projet "Etat civil", introduit par la Statistique, est resté un autre projet camerounais du domaine de la population en suspens au FNUAP.

Problématique

La migration vers la ville, particulièrement sous sa forme aiguë d'exode rural continue à préoccuper au plus haut point les autorités gouvernementales. Le Vème plan (1981-1986) avait été placé sous le signe de la "maîtrise du développement", ce qui implique notamment que soit "contenu" le phénomène de l'exode rural. Il faut donc que celui-ci soit parfaitement analysé au préalable.

La plupart des études disponibles analysent la migration au niveau du lieu d'arrivée ou bien encore effectuent des synthèses sur l'ensemble du pays. Une approche du phénomène au niveau des zones de départ constitue une approche originale. Elle permet notamment de saisir les conditions objectives qui prévalent dans les zones d'émigration, de relever l'opinion qu'ont les ruraux au sujet des déplacements vers la ville et sur leurs propres conditions de vie. Ce sont ces opinions, prévalant dans les zones de départ, qui sont susceptibles d'induire les migrations ultérieures. Ce sont aussi ces opinions, qui une fois analysées, permettront de proposer des solutions concrètes pour augmenter la rétention de la population en milieu rural.

Les zones susceptibles de fournir les plus gros contingents de migrants vers les villes sont évidemment les zones de fortes densités : les zones de plus de 50 habitants au km² regroupent 50,3 % de la population du Cameroun en 1976 sur seulement 7,6 % de la superficie. Une étude portant sur les régions de ce type sera donc très instructive et les résultats obtenus pourront donner des applications directes pour une population importante.

Dans ce contexte, si l'on retient deux zones de forte densité, mais à comportement migratoire différent, l'analyse des causalités sera enrichie et on pourra développer le concept de pression démographique généralement associé à la migration.

La pression démographique a souvent été mesurée par la densité de la population. Il est clair cependant que la densité en elle-même, qui ne représente qu'un rapport entre une population et un espace, ne peut donner aucun renseignement sur le niveau de vie de cette population, puisqu'elle ne tient pas compte des revenus disponibles sur cet espace, ceux-là même qui sont un des facteurs les plus importants des mouvements migratoires. Les revenus et les biens disponibles sur un espace donné dépendent en fait du système de production qui y prévaut. La densité de population est finalement un indicateur de l'intensivité du système de production et est relativement indépendante de la pression démographique à un moment donné.

L'accroissement démographique peut avoir deux effets : soit un accroissement de densité accompagné d'une intensification plus ou moins forte du système de

production, soit une émigration, le plus souvent vers la ville. C'est le caractère plus ou moins prononcé de l'intensification et le gain de production qui en découle, comparé au travail supplémentaire nécessaire pour l'obtenir et aux conditions qu'on croit exister ailleurs, qui entraîne la perception plus ou moins profonde de la pression démographique. Cette perception est sans doute à l'origine directe de la migration.

Il est donc nécessaire de trouver un autre indicateur de la pression démographique que la seule densité de la population. Cela ne pourrait-il pas être précisément la "propension à émigrer", qui est sans doute un bon indicateur de l'insatisfaction ressentie ? L'étude approfondie de deux zones à forte densité, mais à comportement migratoire contrasté peut, là encore, apporter une réponse à cette question.

En fonction de la problématique de recherche, un certain nombre d'objectifs ont été assignés à l'EPD.

Objectifs

Les objectifs de l'EPD sont de deux ordres, que l'on peut classer en objectifs scientifiques immédiats et en objectif politique final.

Les objectifs scientifiques immédiats sont les suivants :

- Analyse du concept de "pression démographique".
- Etude du rôle de la pression démographique dans l'exode rural par comparaison entre deux zones densément peuplées, mais à comportement migratoire différent.
- Détermination précise des divers indicateurs démographiques (mouvements naturels et migratoires).
- Etude des départs dans l'année, de leurs motivations et de leurs destinations (exode rural dans la zone de départ).
- Etude des caractéristiques des migrants et des non-migrants.
- Analyse des causes et des conséquences de l'émigration au lieu de départ.
- Etude de la migration inter-génération et des relations entre le migrant et son lieu d'origine.
- Amélioration des instruments méthodologiques : mise au point d'un questionnaire-descendants adapté aux zones d'émigration ; contrôle des interviews et adaptation des questions.
- Renforcement du potentiel de recherche national par la formation pratique et le perfectionnement des chercheurs sur ces types d'enquêtes spécifiques en milieu rural dans des zones écologiquement contrastées.

L'objectif politique final est de mettre à la disposition des Pouvoirs Publics des éléments d'information nécessaires pour raffermir une politique de développement rural susceptible d'augmenter la rétention de la population à la campagne.

Méthodologie

L'Enquête sur la Pression Démographique et l'exode rural dans le Nord et l'Ouest du Cameroun est une enquête démographique à passages répétés, à deux passages à intervalle annuel, menée sur le terrain en 1982 et 1983 sur un échantillon d'environ 38 000 personnes, pour avoir des résultats statistiquement significatifs. Deux régions d'enquête ont été choisies : le département du Mayo-Tsanaga (monts Mandara, province de l'Extrême-Nord) et le département du Ndé (pays bamiléké, province de l'Ouest) (cf. carte). La raison de ce choix a surtout été la forte pression démographique qui règne dans chacune de ces régions avec un comportement migratoire et une situation économique très différentes : émigration encore balbutiante et large autarcie économique pour la première, exode rural très ancien et intégration très poussée dans l'économie de marché pour la seconde.

Les principales caractéristiques des deux zones d'enquête sont résumées dans le tableau ci-après.

La première idée qui se dégage de ce panorama contrasté relève d'une certaine contradiction : la zone Nord, où les conditions de vie apparaissent comme les plus difficiles, où les raisons d'émigrer seraient les plus nombreuses, est celle qui connaît en réalité le moins d'émigrants, ce qui est confirmé par l'EPD. Plusieurs facteurs entrent ici en ligne de compte :

- Relatif isolement vis-à-vis du monde extérieur et de ses idées, lié à l'histoire mouvementée de l'extrême-nord du Cameroun, qui a développé un "sentiment d'assiégés" chez de nombreuses populations, mais lié aussi à la géographie et à l'éloignement de la côte, qui est la cause ici de l'arrivée tardive des Européens.
- Faible scolarisation, dont on sait qu'elle est un des moteurs de l'exode rural.
- Fort maintien des traditions et de la cohésion sociale, lié lui-même aux facteurs précédents et dont la rupture est souvent aussi cause d'émigration rurale.
- Absence quasi-totale de culture commerciale : ce facteur, bien qu'ambivalent (il entraîne aussi une absence de revenus), met la zone relativement à l'abri des fluctuations des cours mondiaux des produits agricoles.
- Eloignement géographique des grandes métropoles "attractives" du pays, que sont les villes de Yaoundé et de Douala...

Principales caractéristiques des deux zones d'enquête

ZONE NORD	ZONE OUEST
<p>Massifs de Djingliya, d'Oulad, de Gouzda, de Madakoua, de Biguide, de Montskar (canton de Koza, arrondissement de Koza), d'Oupai (canton de Moskota, arrondissement de Koza), de Ziver (canton Matakam Sud, arrondissement de Mokolo)</p>	<p>Chefferies de Bakong, de Balengou, de Bazou (arrondissement de Bazou), de Bamena, de Batchingou (arrondissement de Bangangté)</p>
<p>Zone de 88 km² entre 10°46 et 10°56 de latitude N, 13°45 et 13°51 de longitude E</p>	<p>Zone de 247 km² entre 4°99 et 5°12 de latitude N, 10°22 et 10°31 de longitude E</p>
<p>Monts Mandara, altitude de 500 à 1494 m</p>	<p>Versant méridional du plateau bamileké, altitude de 960 m à 1924 m</p>
<p>Climat soudano-sahélien d'altitude, 900 mm de pluie sur 5 mois (mai à octobre)</p>	<p>Climat soudano-guinéen d'altitude, 1700 mm de pluie sur 7 mois (mars à octobre)</p>
<p>Sols ferrugineux tropicaux (régosoliques), fertilité faible à moyenne, rendue bonne par les méthodes de culture</p>	<p>Sols ferrallitiques rouges sur granites, embréchites ou basaltes, fertilité faible à bonne rendue excellente par les méthodes de culture</p>
<p>Densité de 214 habitants au km², Population mafa</p>	<p>Densité de 72 habitants au km², Population bamileké</p>
<p>Agriculture intensive (sorgho), dont les produits sont très peu commercialisés (accessoirement arachide et coton), système d'autoconsommation</p>	<p>Agriculture intensive (maïs, taro, macabo, banane plantain...), commercialisation du café arabica et robuste et des produits vivriers à destination des marchés urbains</p>
<p>Infrastructures modernes inexistantes moyen</p>	<p>Infrastructures modernes de niveau</p>
<p>Taux de scolarisation 6-14 ans de l'ordre de 12 %</p>	<p>Taux de scolarisation 6-14 ans de l'ordre de 90 %</p>
<p>Forte fécondité et forte mortalité, conditions sanitaires mauvaises</p>	<p>Forte fécondité et faible mortalité, conditions sanitaires relativement bonnes</p>
<p>Revenus monétaires inexistantes à très faibles</p>	<p>Revenus monétaires moyens</p>
<p>Faible intégration à l'économie de marché, les deux grandes métropoles attractives du sud du pays (Yaoundé et Douala) sont distantes de 1500 km</p>	<p>Forte intégration à l'économie de marché, les deux grandes métropoles du pays sont éloignées de moins de 300 km</p>
<p>Emigration définitive récente et rare, développement de l'émigration saisonnière des jeunes vers les villes du Nigeria du nord en saison sèche</p>	<p>Emigration définitive ancienne et très forte en direction des grandes villes du pays (la moitié de la population originaire vit à l'étranger)</p>

Devant une situation aussi contrastée, il est légitime de se demander si les motivations des migrants et, partant, si les politiques destinées à freiner l'émigration peuvent être identiques dans les deux zones.

Trois types principaux de questionnaires ont été mis en œuvre dans le cadre de l'EPD : le questionnaire-ménage, le questionnaire-descendants et le questionnaire socio-économique. Le premier est destiné à faire le recensement des membres de chaque ménage et de leur évolution au cours de la période d'enquête ; le second, destiné aux pères, relève des caractéristiques de leurs enfants émigrés ; le troisième est administré à un sous-échantillon au 1/10^e des chefs de ménage et est destiné à évaluer les activités économiques, le budget et le niveau de vie de la population.

L'EPD, qui est la première opération de recherche initiée par le Cameroun, à financement conjoint ISH-ORSTOM, a bénéficié d'un budget de 398 000 FF répartis sur cinq ans et partagés entre le Cameroun (3/4) et l'ORSTOM (1/4), avec la participation, au niveau de la conception, de trois chercheurs de l'ISH et d'un chercheur de l'ORSTOM.

Résultats

Les résultats de l'EPD, certains étant d'ailleurs encore en cours d'analyse, outre la réponse aux objectifs initialement fixés, se situent essentiellement à deux niveaux : théorique et pratique. Les réponses apportées à une question synthétique "ouverte", posée à l'enquête, en sont un excellent exemple. On a ainsi demandé aux chefs de ménage :

"Comme vous le savez, beaucoup de jeunes continuent à quitter le village pour aller vivre à l'extérieur. A votre avis, que pourraient faire les autorités pour inciter les jeunes à rester en plus grand nombre ? (Enumérez les différentes actions proposées)".

Examinons les réponses aux deux niveaux suggérés.

Niveau théorique : la nécessaire modulation du modèle de Todaro.

L'objectif de cette "question ouverte" est de saisir l'opinion qu'ont les personnes restées au village sur le départ de leurs enfants à travers l'idée qu'elles se font des mesures qui pourraient freiner ce mouvement. Cette approche a une double originalité.

D'une part, on a des chances de saisir les conditions de vie réelles qui prévalent concrètement dans les zones de départ et en tout cas l'opinion que les intéressés s'en font : c'est justement cette opinion qui est susceptible de provoquer ou non

des départs ultérieurs. Il faut ici constater, qu'à l'opposé, la grande majorité des enquêtes-migration s'attache aux zones d'arrivée où l'on interroge les migrants eux-mêmes. Si l'on a ainsi plus de chance de connaître les raisons réelles de leur départ, les conditions qui ont provoqué celui-ci ont pu depuis lors évoluer sensiblement dans leur village d'origine. Par ailleurs, il faut garder à l'esprit que les raisons invoquées par un migrant pour son départ ne sont plus forcément celles qui l'incitent à demeurer en ville. En réalité, les deux approches sont complémentaires.

D'autre part, la nécessité de tenir compte de l'opinion des principaux intéressés peut paraître évidente. Mais force est de constater la rareté, voire l'inexistence des enquêtes d'opinion en Afrique en général et plus particulièrement dans les milieux les moins scolarisés. C'est donc cette approche qui est tentée ici, avec toutes les nuances qu'il conviendra de mettre dans l'interprétation des résultats.

Le tableau ci-après donne la répartition des actions proposées rapportées aux chefs de ménage interrogés pour chacune des deux zones d'enquête¹ et le rang de l'action proposée.

Les résultats apparaissent totalement différents, comme on commençait à s'y attendre au vue de la situation socio-économique concrète des deux zones. Les cinq actions les plus sollicitées sont, dans la zone Nord, les aménagements hydrauliques (par 55 % des chefs de ménage interrogés), les infrastructures sanitaires (45 %), les emplois (32 %), les infrastructures scolaires (30 %) et les infrastructures de transport (23 %) ; dans la zone Ouest, les emplois (55 %), les infrastructures scolaires (30 %), la réduction des impôts (18 %), l'accès à la terre (15 %) et le développement des loisirs (11 %).

Deux propositions se détachent nettement de l'ensemble :

- Souhait d'aménagements hydrauliques dans la zone Nord (par 55 % des chefs de ménage) : il s'agit du creusement de puits et de la construction de petits barrages de retenue. L'approvisionnement en eau est en effet le problème principal de cette région pré-sahélienne et il n'est pas rare de devoir faire plusieurs kilomètres pour trouver quotidiennement de l'eau en saison sèche, travail qui incombe principalement aux femmes. Ce problème n'existe absolument pas dans la zone Ouest, beaucoup mieux arrosée, où la question n'est soulevée que par 3 % des personnes interrogées et n'arrive qu'en 13ème position.

- Souhait de disposer d'emplois salariés et de manière générale de revenus réguliers dans la zone Ouest (par 54 % des chefs de ménage) : la zone est complètement monétarisée et intégrée à l'économie marchande ; le besoin de revenus monétaires réguliers devient dès lors primordiale, alors que -tout en

¹ Chiffres bruts en annexe. Le lecteur est invité à se reporter aux études citées pour une analyse détaillée de chacune des deux zones séparément et notamment pour les citations les plus caractéristiques relevées sur le terrain.

restant important- ce souhait ne vient qu'en 3ème position dans la zone Nord (32% des personnes). Le souhait d'une réduction des impôts rejoint cette préoccupation.

**Actions proposées aux Pouvoirs Publics par les chefs
de ménage dans chacune des zones d'enquête
pour 100 chefs de ménage interrogés.**

ACTION	NORD		OUEST	
	%	Rang	%	Rang
Aménagements hydrauliques	55,1	1	2,9	13
Infrastructures sanitaires	45,2	2	7,0	11
Emplois	32,1	3	54,1	1
Infrastructures scolaires	29,9	4	29,5	2
Infrastructures de transport	22,5	5	5,6	12
Aide alimentaire	13,1	6	0,0	-
Mesures financières	10,6	7	7,6	8
Fin de "l'oppression"	9,9	8	7,6	9
Développement agricole	6,7	9	9,4	6
Réduction des impôts	5,4	10	18,1	3
Création d'un marché	4,2	11	1,5	17
Electrification	4,0	12	2,3	15
Mesures autoritaires	3,2	13	2,0	16
Accès à la terre	2,5	14	14,6	4
Aide vestimentaire	2,2	15	0,0	-
Développement des loisirs	1,7	16	11,1	5
"Amélioration" du village	1,5	17	7,6	10
Campagne de sensibilisation	0,0	-	8,2	7
Soutien au mariage	0,0	-	2,9	14
Création d'associations	0,0	-	0,9	18
Divers	1,5	18	0,9	19
Ne veut rien dire	0,0	-	0,6	s.o.
Ne sait pas	0,5	s.o.	11,4	s.o.

s.o. : sans objet

Le détail des propositions a déjà été analysé dans les études citées, nous n'en relèverons ici que quelques éléments importants ou caractéristiques. Certaines propositions sont plus spécifiques de l'une ou l'autre zone.

Ainsi, au Nord, le besoin d'infrastructures de transport se fait particulièrement sentir dans une zone difficile d'accès ; la demande d'une aide alimentaire est significative d'une population très démunie, soumise aux aléas climatiques et à la période de "soudure" alimentaire annuelle précédant la récolte ; la demande d'une aide vestimentaire correspond à une population encore peu habituée à porter des vêtements, de plus en plus obligée à se vêtir et ne disposant que de revenus dérisoires ; la sollicitation de la mise en place de marchés périodiques répond à un besoin très fort de la vie sociale dans cette région.

A l'Ouest, les problèmes fonciers apparaissent beaucoup plus cruciaux, malgré une densité plus faible, et se répercutent dans le souhait de pouvoir accéder à la terre ; la recherche de loisirs est typique d'une région bien ouverte sur l'extérieur, et n'existe pas chez des gens ne connaissant que leur village d'origine ; la demande de création d'associations d'entraide communautaire est un trait spécifique à cette région, où ce type de structure est déjà très développé ; une autre spécificité peut être trouvée dans le taux relativement élevé de "non-réponses" : la région a été profondément traumatisée par la guerre civile des années 1960-65, qui y a sévi, et les gens sont restés très méfiants pour répondre à des questions permettant de traduire en public une partie de leurs idées.

Certains résultats obtenus sont relativement inattendus. On est ainsi surpris des "scores élevés" obtenus par les infrastructures sanitaires et les infrastructures scolaires dans la zone Nord, où les montagnards ont depuis toujours été considérés comme réticents vis-à-vis de la médecine moderne et surtout comme farouchement opposés à l'école. Les temps ont bien changé et l'absence d'infrastructures se fait de plus en plus cruellement sentir. Il est d'ailleurs intéressant de remarquer que la demande d'infrastructures scolaires est aussi forte dans l'Ouest, pourtant beaucoup mieux pourvu : c'est qu'il s'agit ici d'un manque d'établissements secondaires ; l'utilisation des équipements entraîne l'accroissement de la demande, ce qui est un phénomène classique dont il faut tenir compte au niveau de la planification.

A l'opposé, on est surpris également par le "faible score" du développement agricole dans ces deux zones, où l'agriculture occupe pourtant une place primordiale. Il y a là une étonnante conjonction entre deux sociétés intégrées chacune dans un système intensif de production remarquablement adapté à son écosystème, qui n'attendent manifestement que peu d'améliorations de l'extérieur.

Enfin, de nouvelles valeurs, non matérielles, semblent indiscutablement émerger en milieu rural. Il en est ainsi de l'aspiration à plus de liberté et à une certaine démocratie. Les opinions allant dans ce sens ont été regroupées sous le souhait de la "fin de l'oppression". 9,9 % des personnes se sont exprimées dans ce sens au Nord et 7,6 % à l'Ouest. La franchise de l'expression, mettant parfois en cause tout un système ayant des aspects féodaux, est ici tout à fait remarquable. Les scores significatifs réalisés sur cette question laissent penser, compte-tenu d'un

contexte où la libre-expression n'est pas facile, qu'un très grand nombre de personnes sont réellement concernées. Toutes choses égales par ailleurs, nous avons là les prémices de l'exigence démocratique qui explose dans l'Afrique de 1991.

La première question qui se pose à la lumière des résultats de l'EPD est celle du lien existant entre conditions de vie et rétention de la population en milieu rural. Il n'y a à ce sujet aucun doute : à une question portant sur les "freins possibles à l'émigration", l'écrasante majorité de la population répond "amélioration des conditions de vie", ce qui ne surprendra personne, mais cette "amélioration" a une signification très différente dans les deux régions.

Il est intéressant de comparer ces résultats avec des modèles théoriques. Le plus connu de ces modèles, concernant notre propos, est celui de Todaro¹. Ce modèle explique la migration rurale-urbaine par la recherche par le migrant de la maximisation de ses gains escomptés à travers son déplacement. Il prend ainsi en compte la différence des revenus entre la ville et la campagne, mais aussi la probabilité de trouver un emploi en ville (et donc celle de rester au chômage pendant un temps plus ou moins long). On voit en ce qui concerne nos deux zones que les problèmes de revenus concernent essentiellement celle des deux dont l'économie est monétarisée et seulement accessoirement celle qui vit en autosubsistance, où les besoins de revenus monétaires ne se sont pas encore développés et où, à la limite, existent peu de possibilités de dépenses. Le modèle de Todaro s'applique donc plutôt à la zone intégrée au marché et rencontre ici une de ses limites. Ce modèle ne doit pas pour autant être rejeté et conserve toute sa valeur intrinsèque, d'autant plus que son domaine géographique d'application est appelé à s'élargir avec le temps.

Niveau pratique : contribution à la définition d'une politique migratoire.

Une autre question soulevée par l'EPD est celle de l'efficacité réelle des mesures préconisées en termes de rétention de la population. Il faut être ici beaucoup plus nuancé, tant il est vrai que, d'une part l'urbanisation constitue une tendance très profonde et largement irréversible, et que d'autre part beaucoup des mesures préconisées sont en fait elles-mêmes des facteurs d'émigration. Il en est ainsi de la scolarisation, comme du développement des moyens de communication, voire même de l'augmentation du niveau de vie elle-même, qui facilite "l'ouverture sur l'extérieur". On doit seulement s'interroger à ce sujet si l'absence de telles mesures ne constitue pas en réalité un facteur d'émigration encore plus grand dans le long terme. On comprend en tout cas par ces quelques exemples que les

¹ TODARO (Michael P.), 1969, A model of labor migration and urban unemployment in less developed countries. American Economic Review (Menasha, WI.), vol. 59, n° 1, p. 138-148.

résultats de toute politique dans ce domaine peuvent être difficilement quantifiés en termes de coût/efficacité d'un investissement donné.

Nos résultats montrent cependant que la migration fait intervenir l'ensemble des problèmes de développement et de société et pas uniquement les besoins matériels. En ce sens elle doit être considérée comme un "phénomène social total". La mise en place de politiques migratoires doit donc être modulée étroitement aux sociétés auxquelles elles sont destinées, si l'on veut en augmenter l'efficacité. Il convient en ce sens que le discours et les pratiques puissent être saisis par la population en répondant autant que faire se peut à ses aspirations.

A-t-on obtenu une image exacte des politiques migratoires à appliquer pour maximiser la rétention de la population à la campagne dans les deux principaux foyers démographiques du Cameroun ? Ce n'est pas sûr. Il convenait du moins d'avoir l'opinion directe des principaux intéressés que sont les villageois d'aujourd'hui, dont la plupart -ou leurs enfants- seront les citoyens de demain.

L'ultime problème reste celui de l'utilisation de ces résultats. C'est le problème général de l'utilisation des résultats de la recherche, qui suit la chaîne exploitation-analyse-publication-diffusion et qui mérite un débat à lui tout seul. Cette phase échappe bien entendu largement au chercheur. Deux niveaux sont à distinguer ici : le niveau national et le niveau local.

En ce qui concerne l'EPD, rien n'indique encore que les résultats soient utilisés effectivement au niveau national, notamment par l'Unité de Planification de la Population, chargée de définir les grandes lignes de la politique de population du Cameroun. Le document de politique est en cours de discussion. En revanche, au niveau local, les preuves existent de l'utilisation intensive de ces résultats, à la fois sur le plan économique par les comités de développement locaux, qui visent à répondre concrètement aux besoins de la population, et sur le plan politique par les autorités administratives nouvellement en place, dont le but déclaré est de supprimer les facteurs "d'oppression" mis en avant par la population au cours de l'enquête. Un grand moment pour le chercheur que de découvrir des preuves concrètes de l'aboutissement de son travail...

2. L'ENQUETE SUR LES MIGRATIONS DE RETOUR (EMR)

Problématique

A la suite de l'EPD, il paraît aujourd'hui intéressant de faire une nouvelle enquête dans les mêmes zones pour analyser l'évolution du phénomène d'exode rural dans le contexte nouveau de la crise économique qui s'est abattue sur le Cameroun à partir de 1985. Il s'agit d'observer à la fois le ralentissement du phénomène et les

migrations de retour provoquées par le chômage urbain, qui semblent se développer en grand nombre.

Méthodologie

Cette enquête à un passage, dont le terrain est prévu pour mars 1992, est réalisée par le Centre de Recherches Economiques et Démographiques (CRED) de Yaoundé, le Centre français sur la population et le Développement (CEPED) et l'Institut de Formation et de Recherche Démographiques (IFORD).

Deux questionnaires de base sont prévus : un questionnaire-ménage pour faire le bilan de l'évolution démographique dans les zones retenues et pour repérer les "migrants de retour". Un questionnaire-migrant de retour pour saisir les caractéristiques de ce dernier. Dix modules ont été définis : identification géographique ; caractéristiques individuelles ; formation/qualification ; itinéraire migratoire ; activités antérieures ; relations avec le village ; le retour au village (modalités, motifs, hébergement, alimentation, activité principale, parcelle cultivable...) ; conditions actuelles ; apports de la migration ; nouveau départ éventuel.

L'objectif est d'appréhender l'ensemble des problèmes nouveaux soulevés et d'évaluer la probabilité du maintien au village des migrants de retour.

Résultats et valorisation

Les résultats permettront d'adapter les politiques migratoires, dont le cadre est tracé par l'Unité de Planification de la Population, au contexte nouveau issu de la crise et de la politique d'ajustement structurel. Les politiques de rétention de la population en milieu rural sont un maillon essentiel de ces politiques migratoires, auxquels il faut aussi associer l'aménagement du territoire.

La valorisation de ces résultats se fera dans les structures participantes et notamment dans le cadre du projet OCISCA (Observatoires du changement social et de l'innovation au Cameroun), élaboré pour analyser les effets sociaux de la crise et les facteurs humains de redressement.

CONCLUSION

Au terme de ces commentaires s'appuyant sur des exemples pris au Cameroun, nous retiendrons plusieurs éléments, que nous rappelons ici brièvement :

- Les travaux entrepris ont confirmé l'intérêt de saisir un des éléments principaux de l'urbanisation, à savoir la migration rurale-urbaine, au niveau du milieu de départ, ce qui constitue une approche complémentaire de celle -plus fréquente- qui s'attache au milieu d'arrivée.

- L'exemple évoqué est une illustration des nouvelles conditions de fonctionnement des programmes de recherche de l'ORSTOM au sein des structures de recherche nationales, sur des programmes nationaux. Au niveau de la définition des programmes, les considérations nationales prennent évidemment la place la plus importante. Cela n'exclut nullement que l'ORSTOM y apporte sa contribution, dont on ne voit d'ailleurs pas pourquoi elle irait en sens contraire, mais qui peut amener une certaine ouverture sur le monde scientifique international. Si au moment de la réalisation de l'EPD, les modalités de financement conjoint pouvaient représenter une situation "idéale", cet idéal ne peut plus être tenu aujourd'hui dans la situation de crise économique en Afrique et il est donc nécessaire d'accroître la part du "financement extérieur".

- Dans notre domaine, la recherche fondamentale (ou accroissement des connaissances au sens large) et la recherche appliquée (utilisation des résultats pour le développement) ne sont guère en opposition et il y a tout intérêt à les développer conjointement à chaque fois que l'opportunité se fait sentir.

- S'il est inutile de souligner l'intérêt de la diffusion des résultats de la recherche sur un plan général, dans le cadre de la valorisation, à la fois pour l'organisme de recherche et le chercheur, mais aussi pour "l'intérêt général" ; en revanche, l'intérêt d'une diffusion au niveau local (administration, collectivités locales, organismes de développement...) est généralement méconnu. Or, une telle diffusion des résultats de la recherche est bien de nature à augmenter les chances de leur utilisation...

BIBLIOGRAPHIE

ALIOUM ABDOULAYE, 1989, L'émigration dans les monts Mandara. Motivations et destinations. Mémoire de DED, IFORD, Yaoundé, 120 p. + annexes.

GUBRY (Patrick), 1988, Rétention de la population et développement en milieu rural : A l'écoute des paysans mafa des monts Mandara (Cameroun). Quatrième colloque Méga-Tchad (CNRS, ORSTOM), Paris (14-16 septembre 1988). Paris : Centre français sur la Population et le Développement (CEPED), 24 p.

(Les Dossiers du CEPED, n° 5).

- GUBRY (Patrick), 1990, Rétention de la population et développement en milieu rural : les paysans bamiléké de l'Ouest du Cameroun. XXIème Congrès International de la Population (UIESP), New-Delhi (20-27 septembre 1989). Revue de Géographie du Cameroun/ Cameroon Geographical Review (Yaoundé), vol. IX, n° 1-2, p. 1-15.
- GUBRY (Patrick), 1990, Une politique unique peut-elle retenir la population à la campagne ? Conférence sur le "Rôle des migrations dans le développement de l'Afrique : problèmes et politiques pour les années 90" (UEPA), Nairobi (19-23 février 1990). In Spontaneous papers/ Communications spontanées. Dakar: Union pour l'Etude de la Population Africaine (UEPA), 889 p., p. 262-279.
- GUBRY (Patrick), LAMLENN BONGSUIRU (Samson), NGWE (Emmanuel), TCHEGHO (Jean-Marie), 1985, Le questionnaire-descendants : une méthode d'approche de l'exode rural dans les zones de départ. In UCL.UNIVERSITE CATHOLIQUE DE LOUVAIN Ed., Migrations internes. Collecte des données et méthodes d'analyse. Chaire Quételet 83 (Département de Démographie de l'Université Catholique de Louvain), Louvain-la-Neuve (6-9 septembre 1983). Louvain-la-Neuve, 460 p., p. 391-407.
- Nouv. Réf. : Revue Science et Technique Sér. Sci. Hum./ Science and Technology Review Soc. Sci. Ser. (Yaoundé), vol. III, n° 1-2, 1985, pp. 129-143.
- GUBRY (Patrick), LAMLENN BONGSUIRU (Samson), NGWE (Emmanuel), TCHEGHO (Jean-Marie), 1991, Enquête sur la Pression Démographique et l'exode rural dans le nord et l'ouest du Cameroun. Méthodologie. Yaoundé : CRED, 150 p..
- GUBRY (Patrick), NGWE (Emmanuel), 1982, L'observation des mouvements migratoires à travers deux enquêtes démographiques à passages répétés au Cameroun : présentation méthodologique et élaboration des questionnaires. Deuxième stage de perfectionnement pour démographes africains francophones (IFORD, GDA, UIESP), Bordeaux (8 novembre-3 décembre 1982). 47 p. multigr.
- NGWE (Emmanuel), 1988, Marginalisation socio-économique : facteur endogène de l'émigration rurale ? Le cas de l'Ouest et de l'Extrême-Nord du Cameroun. Communication aux Journées Démographiques de l'ORSTOM 1988 : Migration, changements sociaux et développement, Paris (20-22 septembre 1988), 16 p.

NGWE (Emmanuel), 1990, Motivations et destinations des migrants ruraux de l'Ouest du Cameroun. Conférence sur le "Rôle des migrations dans le développement de l'Afrique: problèmes et politiques pour les années 90" (UEPA), Nairobi (19-23 février 1990). In Spontaneous papers/ Communications spontanées. Dakar: Union pour l'Etude de la Population Africaine (UEPA), 889 p., p. 24-42.

les cahiers

n° 16 - 1991

**MIGRATIONS, TRAVAIL, MOBILITES SOCIALES :
METHODES, RESULTATS, PROSPECTIVE.**

**Séminaire ORSTOM - Garchy 24-27 Septembre 1991
Communications des séances 1 et 2**

**Editeurs scientifiques
Véronique DUPONT et Françoise DUREAU**